

<http://ugtg.org/spip.php?article919>



Pétition anti-LKP de Jacky Dahomay : Le LKP, c'est la démocratie !

- Dossier spécial LKP - Parti-pris-&-cris... -



Date de mise en lignemercredi 20 mai 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Excellente réponse du [Militant](#) aux élucubrations mensongères du larbin du colonialisme français Mr Dahomay à la recherche d'un prochain os à ronger...

Joss Rovélas

Nous ne sommes pas d'accord avec cette soi-disant leçon de "démocratie". Ses distingués auteurs font en effet, délibérément ou pas, plusieurs impasses. Ils ne disent mot des faits suivants.

Premièrement, le LKP a-t-il ou non une légitimité démocratique ? La réponse est oui, en raison de la représentativité des organisations qui le composent, certes, mais surtout parce que de manière active la population guadeloupéenne a participé au LKP, l'a soutenu et l'a fait ce qu'il est.

Deuxièmement, suffit-il de dire "on a été élus" pour avoir démocratiquement le droit de faire ce qu'on veut du mandat populaire ? Car que faisait exactement le conseil général de Guadeloupe (à majorité PS) ce jour là ? Il organisait une séance de "démocratie participative" avec des "acteurs de la société civile" dans le cadre des "états généraux" voulus par Sarkozy pour contrer le mouvement du peuple guadeloupéen. Il ne vient pas à l'idée de nos distingués signataires de se demander si les élus PS ont été élus pour cela, pour ce jeu politique là, par ceux qui les ont élus et qui forment aujourd'hui ... le LKP...

Le LKP ne les a pas empêchés de mettre en oeuvre leur mandat d'élus, il les a empêchés ce jour là de mettre en scène une escroquerie envers la démocratie. Nuance !

Troisièmement, la démocratie, c'est "tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil, tous ensemble avec nos différences on participe au bien commun", ou bien c'est la confrontation d'intérêts, de principes et d'arguments CONTRADICTOIRES ?

Le cirque de la "démocratie participative", monté par le pouvoir autoritaire et anti-démocratique de la V^e République française avec la collaboration de ces élus, c'est faire semblant d'être tous ensemble dans le même bateau pour faire passer pour consensuelles et propositionnelles des décisions conformes aux intérêts des dominants et des exploités.

Cela le LKP, parce qu'il est au moment présent une représentation démocratique du peuple guadeloupéen beaucoup plus réelle et donc beaucoup plus légitime que le conseil général ou le conseil régional, le dit clairement. Pour nos distingués et vénérables signataires, il parle le langage de la guerre civile.

Forfaiture. Que vous vous en rendiez compte ou non, en arborant le mythe selon lequel nous vivrions en démocratie, vous faites un sale travail, qui n'est pas démocratique ... Vous êtes peut-être très fiers de votre posture, vous vous imaginez comme les remparts des grands principes, ceux des droits de l'homme et du citoyen ; mais ces principes n'ont été affirmés qu'après un 14 juillet et une "grande peur" imposant la nuit du 4 août, qui, d'après vos critères, n'avaient rien de "démocratiques" : les élus n'avaient pas été consultés par les insurgés qui, au passage, les ont pourtant sauvés ...

Vous croyez défendre la démocratie, mais si votre respect des institutions triomphait, vous n'auriez même plus vos petites tribunes et vos petits honneurs ! Vous vous imaginez incarner la Déclaration, mais le LKP, lui, il incarne ce qui a permis la Déclaration !

Forfaiture. Que vous vous en rendiez compte ou nous, honorés professeurs, c'est vous qui parlez le langage de la

Pétition anti-LKP de Jacky Dahomay : Le LKP, c'est la démocratie !

guerre civile : en qualifiant un seul camp, celui qui dit la vérité, de menace pour la démocratie, vous choisissez l'autre camp, celui des exploités, de la minorité, et vous l'ornez du beau nom, mais tant galvaudé, de camp de la "démocratie". En adhérant au mythe selon lequel des "ateliers participatifs" sponsorisés par l'État et le patronat auraient, eux, une légitimité "démocratique", vous cautionnez par avance la reprise par le préfet (au fait, il est élu, celui-là ?) et l'État français de leurs propositions "consensuelles".

Vous préparez ainsi l'affrontement, la tentative de revanche de ceux qui n'ont pas digéré la victoire populaire partielle obtenue en Guadeloupe, et vous facilitez par avance répression et provocation en les légitimant puisqu'elles seront "démocratiques".

17 mai Mai 2009

[Militant](#)

18 rue Victor Massé

75009 Paris